BAK economic intelligence

L’importance économique du secteur financier suisse

Décembre 2025

Mentions légales

Mandant
L'Association suisse des banquiers ASB et l'Association suisse d'Assurances ASA

Editeur
BAK Economics AG
Sebastian Schultze, Chef de projet
T +41 61 279 97 11
sebastian.schultze@bak-economics.com

Michael Grass, Membre de la Direction
T +41 61 279 97 23
michael.grass@bak-economics.com

BAK Economics AG
Elisabethenanlage 7
CH-4051 Bâle
T +41 61 279 97 00
info@bak-economics.com
www.bak-economics.com

Copyright © 2025 by BAK Economics AG
Tous droits réservés

Sommaire

4	L’essentiel en bref
6	Le secteur financier en tant que facteur économique et employeur
13	Impact économique du secteur financier
17	Focus sur la valeur ajoutée brute
22	Focus sur les emplois (ETP)
23	Focus sur les places financières régionales
27	Prévisions

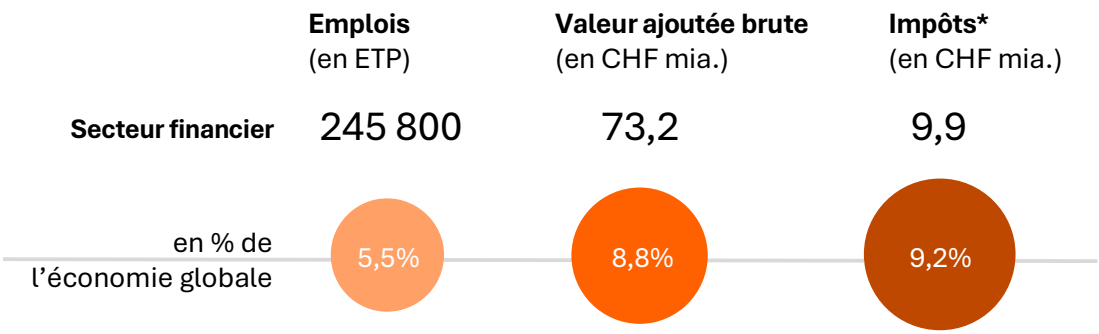
L’essentiel en bref

Le secteur financier fournit une large gamme de services financiers dépassant les services nationaux de base. La Suisse s'est imposée comme une plaque tournante internationale pour la gestion de fortune transfrontalière et la réassurance. En 2024, les services bancaires représentaient 14,7 % et les services d'assurance 5,8 % des exportations suisses de services. La fourniture de services financiers en Suisse et à l'étranger a généré en 2024 une valeur ajoutée brute (directe et indirecte) de CHF 111,9 milliards tout au long de la chaîne de valeur, associée à 523 700 emplois (ETP).

Le secteur financier est l'un des piliers de l'économie suisse

Le secteur financier est essentiel au bon fonctionnement d'une économie moderne, car il permet de répondre aux besoins fondamentaux de la population et des entreprises en matière de services bancaires et d'assurance. En plus des entreprises à vocation nationale, il existe également des acteurs à vocation internationale, exportant des services à l'étranger. Il s'agit notamment de la gestion de fortune et de la réassurance. Sur ces deux segments, la Suisse s'est imposée comme un acteur international majeur. En 2024, les services bancaires représentaient 14,7 % et les services d'assurance 5,8 % des exportations suisses de services, renforçant ainsi la base d'exportation suisse.

La fourniture de services financiers à des clients en Suisse et à l'étranger a généré une valeur ajoutée brute directe de CHF 73,2 milliards en 2024, associée à 245 800 emplois (ETP). Ainsi, 5,5 % des emplois (ETP) de l'économie suisse sont attribuables au secteur financier. En raison d’une productivité du travail supérieure à la moyenne dans ce secteur, la part de la valeur ajoutée brute est nettement plus élevée, atteignant 8,8 %. Du fait de son activité économique, le secteur financier contribue de manière significative aux recettes fiscales en Suisse. Grâce à l'imposition directe des revenus des salariés et des bénéfices dans le secteur financier, la Confédération, les cantons et les communes ont enregistré des recettes fiscales d'un montant de CHF 9,9 milliards, soit 9,2 % des impôts directs des personnes physiques et morales.



Les effets directs du secteur financier sur l’économie nationale en 2024

*Pour les impôts, la part de l'économie totale se réfère à la part des impôts directs des personnes physiques et morales.
Source : BAK Economics

Le secteur financier, moteur d'autres secteurs

Grâce à la demande de prestations intermédiaires (notamment en services de conseil et informatiques), les entreprises du secteur financier génèrent des dynamiques de création de valeur dans d'autres branches. Le commerce et l'artisanat bénéficient de plus tout particulièrement des dépenses de consommation des employés. Compte tenu de ces effets, l'activité du secteur financier a généré en 2024, directement ou indirectement, une valeur ajoutée brute totale de CHF 111,9 milliards, associée à 523 700 emplois (ETP). Les impôts prélevés par la Confédération, les cantons et les communes, directement ou indirectement liés au secteur financier, s'élevaient à environ CHF 22,0 milliards en 2024, les impôts liés aux marchés financiers inclus. Cela correspond à 13,0 % des recettes fiscales totales de la Suisse.

	Directs	Indirects	Total	Économie globale	Part directe	Part totale
Emplois (en EPT)	245 800	277 900	523 700	4 467 400	5,5%	11,7%
Valeur ajoutée brute (en CHF mia.)	73,2	38,7	111,9	832,4	8,8%	13,4%
Impôts* (en CHF mia.)	9,9	12,1	22,0	169,4	9,2%	13,0%

Effets directs et indirects du secteur financier sur l'économie mondiale en 2024
La part directe dans l'économie globale se réfère aux effets directs. La part totale totale dans l'économie correspond à la somme des effets directs et indirects. Les impôts directs et indirects sont mis en relation avec les recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes. Les impôts directs sont mis en relation avec les impôts directs des personnes physiques et morales.
*Les effets indirects des impôts incluent les impôts liés aux marchés financiers.
Source : BAK Economics

Perspectives d'évolution : une croissance supérieure à la moyenne attendue dans le secteur financier

La situation économique mondiale tendue et la politique douanière de Trump pèsent lourdement sur la plupart des secteurs exportateurs. Le secteur des services affiche en revanche une évolution globalement robuste. Une croissance économique globale de +1,1 % est attendue pour 2025 (2026 : +1,3 %).

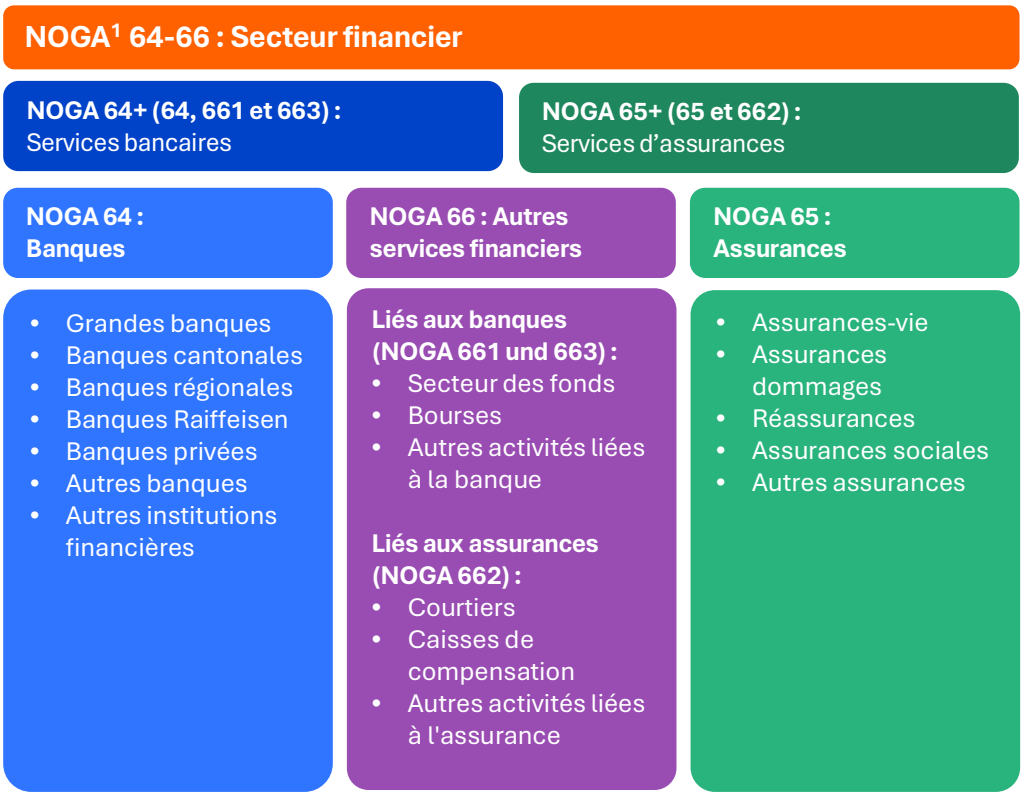
Malgré un contexte économique mondial complexe, l'année boursière 2025 a jusqu'à présent été positive, stimulant ainsi la croissance des activités de commission et de négoce des banques. Des effets contraires aux baisses des années précédentes sont par ailleurs attendus, notamment en raison du rachat du Crédit Suisse par l'UBS, de sorte que la valeur ajoutée brute réelle devrait augmenter de +2,3 % en 2025 (2026 : +1,7 %).

L'année 2025 affiche une charge de sinistres supérieure à la moyenne, mais à un niveau que le secteur des assurances peut facilement gérer. On s'attend à une augmentation continue du volume des assurances, ce qui aura un effet positif sur l'évolution de la valeur ajoutée brute réelle (2025 : +1,8 %, 2026 : +2,1 %).

Le secteur financier en Suisse

Les entreprises du secteur financier sont d'une grande importance pour l'économie, car elles assurent notamment la fluidité des paiements, permettent une allocation plus efficace du capital et réduisent les risques financiers ou personnels des entreprises et des particuliers. En fonction de la nature de leurs activités, les entreprises peuvent être divisées en deux agrégats : les « services bancaires » et les « services d'assurance ».

Les services bancaires comprennent non seulement les banques, mais aussi d'autres services financiers qui leur sont liés. Ils englobent notamment le secteur des fonds, les bourses, les prestataires de services traitant des transactions par carte de crédit ou négociant des hypothèques, ainsi que les sociétés de services des banques effectuant des tâches de back-office pour les sociétés mères. Les services d'assurance comprennent les assurances et les autres services financiers liés à l'assurance. On y trouve notamment les courtiers en assurance, les caisses de compensation, les prestataires de services qui évaluent les risques et les sinistres ainsi que les sociétés de services d'assurance intragroupe.



La structure du secteur financier suisse
Sources : BAK Economics, OFS

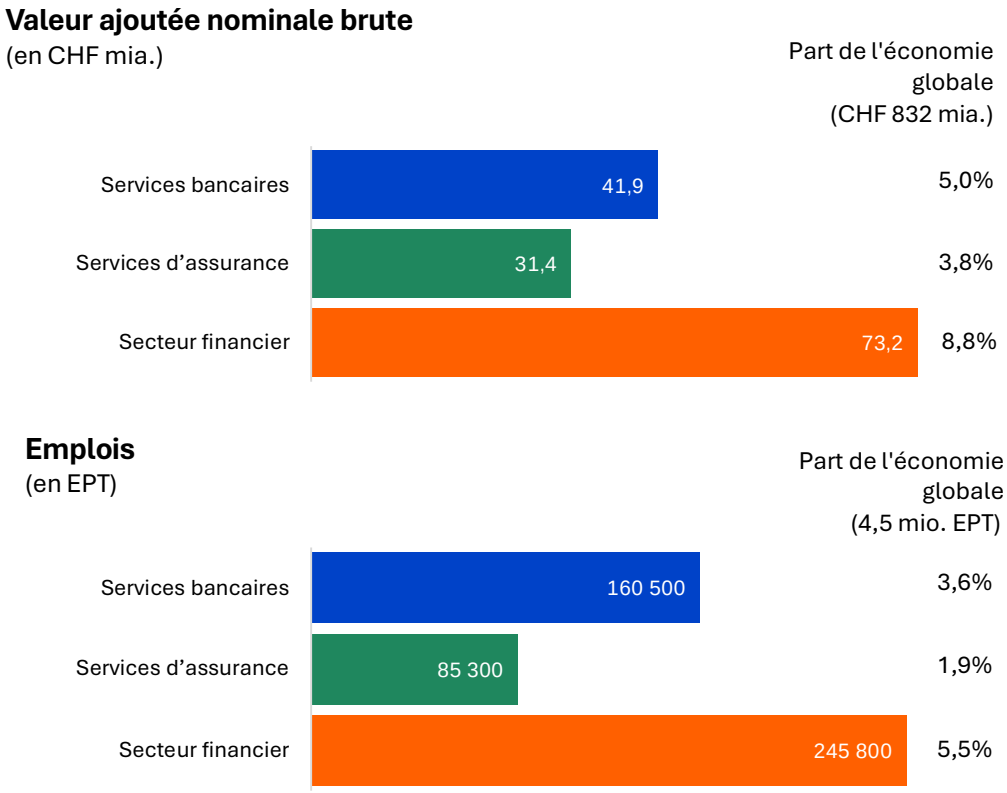
[1] La Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) sert à classer et à regrouper les entreprises en fonction de leur activité économique. Les désignations officielles des paramètres NOGA-2 sont les suivantes : NOGA 64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, NOGA 65 Assurance, NOGA 66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance

Le secteur financier est l'un des piliers de l'économie suisse

Le secteur financier fournit de nombreux services financiers (notamment les opérations de paiement, les apports de capitaux, la prise en charge des risques) indispensables au bon fonctionnement d'une économie basée sur le commerce et l'entrepreneuriat.

En 2024, les services de ce secteur ont généré une valeur ajoutée brute directe de CHF 73,2 milliards. Ainsi, un franc sur onze de la valeur ajoutée de l'économie suisse a été généré par le secteur financier.

Le secteur financier est également un employeur important en raison de son activité économique. Avec 245 800 emplois (ETP), les prestataires de services bancaires et d'assurance représentent plus d'un emploi à temps plein sur vingt en Suisse.



Effet direct du secteur financier dans l'économie nationale en 2024
D'éventuels écarts proviennent des arrondis.
Sources : BAK Economics, OFS

Contexte méthodologique : la valeur ajoutée brute
Dans l'économie nationale, la performance ou la valeur ajoutée d'une branche est mesurée par la valeur ajoutée brute. Elle est calculée en déduisant de la valeur de la production brute (≈ chiffre d'affaires) l'ensemble des dépenses pour les biens et services achetés à des tiers, appelés « consommations intermédiaires ». Il s'agit par exemple des dépenses pour les services informatiques ou de conseil.

Révision des comptes nationaux

Les comptes nationaux (CN) mesurent la performance économique d'un pays. Le produit intérieur brut (PIB) et la valeur ajoutée brute des branches comptent parmi les indicateurs clés. L'Office fédéral de la statistique (OFS) procède à des révisions méthodologiques des CN à intervalles réguliers de plusieurs années. Selon la révision 2025 des CN suisses, la valeur ajoutée brute du secteur financier sera estimée à CHF 5,1 milliards de moins par an en moyenne entre 2014 et 2023. Entre 1997 et 2013, la révision à la baisse s'élevait en moyenne à CHF 0,6 milliard par an. Les raisons en sont les suivantes :

1. Révision des fonds de placement

La révision à la baisse de la valeur ajoutée brute du secteur financier est principalement due à une révision dans le domaine des fonds de placement. Jusqu'à présent, les coûts implicites des acteurs des marchés financiers pour les fonds de placement (mesurés par exemple à l'aide du Total Expense Ratio) n'étaient pas pris en compte. Ces coûts implicites sont désormais pris en compte dans les consommations intermédiaires, ce qui entraîne une augmentation de ces dernières et une diminution de la valeur ajoutée brute.

2. Révision des succursales

L'accès aux données individuelles permet de mieux délimiter les activités des succursales étrangères qui ne doivent pas être prises en compte dans le PIB suisse.

3. Révision des réassurances

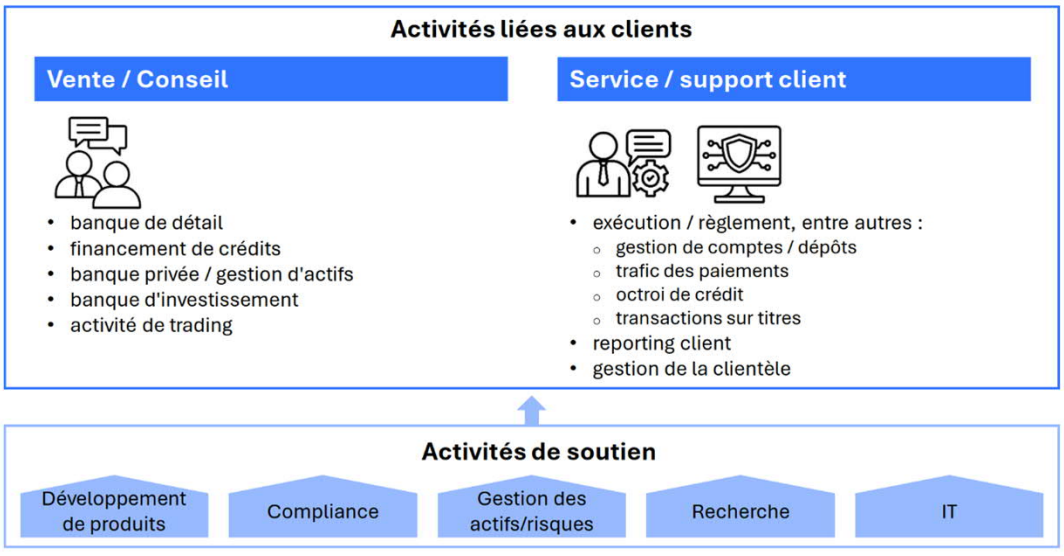
En matière de réassurance, la méthode de calcul du montant des commissions de réassurance a été modifiée et la matrice de réassurance a été révisée. Cette matrice permet de déterminer les montants des primes, des commissions de réassurance et des indemnités qui sont reçus et versés entre les producteurs résidents et non résidents (prestataires de services de réassurance) et les cédantes (assurances qui réassurent les risques). Ces modifications ont conduit à une estimation globalement plus faible de la valeur ajoutée brute de la réassurance.

Les banques jouent un rôle central dans l'approvisionnement de la population et de l'économie en monnaie et en capitaux

Quels sont les services fournis par les banques ?
Les banques proposent aux particuliers des comptes de salaire et d'épargne, des hypothèques, des solutions de prévoyance et de gestion de patrimoine. Pour les entreprises, elles gèrent des comptes commerciaux. Elles leur proposent également différentes options de financement, telles que les prêts bancaires, le crédit-bail et les émissions d'actions et d'obligations. Elles fournissent également des services spécialisés tels que l'introduction en bourse (Initial Public Offering, IPO) ou les fusions et acquisitions (Mergers & Acquisitions, M&A). Elles assurent également le bon fonctionnement des paiements.

Comment les services bancaires sont-ils créés ?
Les banques proposent des services qui se composent principalement de processus de traitement de l'information et de communication. Les activités liées à la clientèle comprennent les processus de vente et de conseil, qui accompagnent le client jusqu'à la décision d'achat, ainsi que les processus d'exécution et de règlement qui suivent l'achat. Dans le cas des transactions sur titres, par exemple, les ordres sont saisis puis l'achat ou la vente de titres est effectué. La comptabilité est tenue dans le cadre de la gestion des dépôts. Les activités liées aux clients comprennent également la gestion de la clientèle et le reporting client. Les activités de soutien interviennent en arrière-plan lors de l'élaboration des prestations de service et n'ont pas de lien direct avec le client.

Les banques font également appel à d'autres banques pour produire leurs propres services. Elles souscrivent également auprès d'assureurs, entre autres, des assurances de crédit, de responsabilité civile ou des cyber-assurances. Seuls les services intermédiaires achetés en dehors du secteur financier sont pertinents pour les effets indirects que les banques génèrent dans d'autres secteurs. Il s'agit notamment d'achats de services de conseil (p. ex. conseil stratégique et juridique) et de services informatiques spécialisés (p. ex. dans le domaine de la cybersécurité).

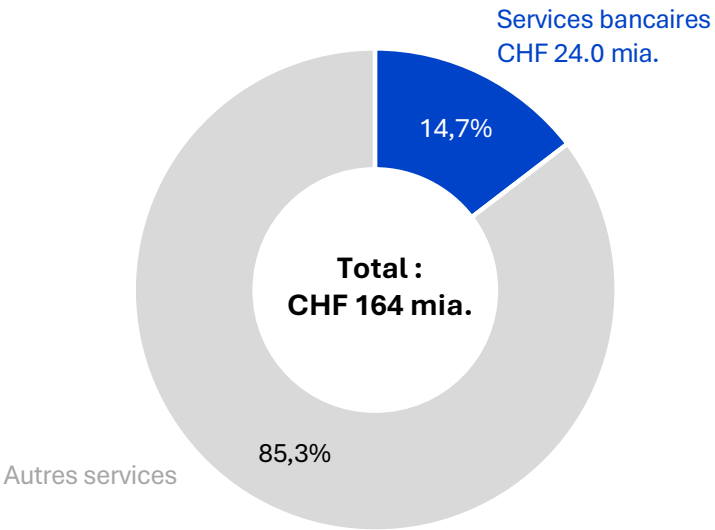


Chaîne de valeur des banques
Source : BAK Economics

Les banques à vocation internationale renforcent la base exportatrice suisse

Comment mesure-t-on la performance économique des banques ?
Le calcul de la valeur brute de la production dans le secteur bancaire diffère de celui utilisé dans d'autres branches. Cela s'explique par le fait que les services financiers fournis par les banques sont rémunérés de deux manières différentes. Ils sont rémunérés d'une part directement, par le biais des frais et commissions prélevés par la banque, par exemple dans le cadre de la gestion de fortune ou des opérations commerciales. Cette partie est désignée sous le nom de « Financial Intermediation Services Directly Measured » (FISDM). Ils sont rémunérés d'autre part indirectement, par le biais des différences de taux d'intérêt dans les opérations de dépôt et de crédit. Cette partie est désignée sous le nom de « Financial Intermediation Services Indirectly Measured » (FISIM). La valeur brute de la production des banques résulte, dans les comptes nationaux, du total des opérations de commissions, de négoce et des différences de taux d'intérêt. Elle tient compte à la fois des services fournis sur le territoire national et de ceux exportés à l'étranger. La valeur ajoutée brute est obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la valeur brute de la production.

Les exportations de services contribuent à la performance économique
Outre les banques orientées vers le marché intérieur, il existe également des banques à vocation internationale. En 2024, celles-ci ont exporté des services bancaires pour un montant de CHF 24,0 milliards, soit 14,7 % des exportations suisses de services. Cette contribution substantielle est principalement due aux services liés aux opérations sur les marchés des capitaux, à la gestion d'actifs et à la gestion de fortune transfrontalière, domaines dans lesquels les banques suisses occupent une position de leader.



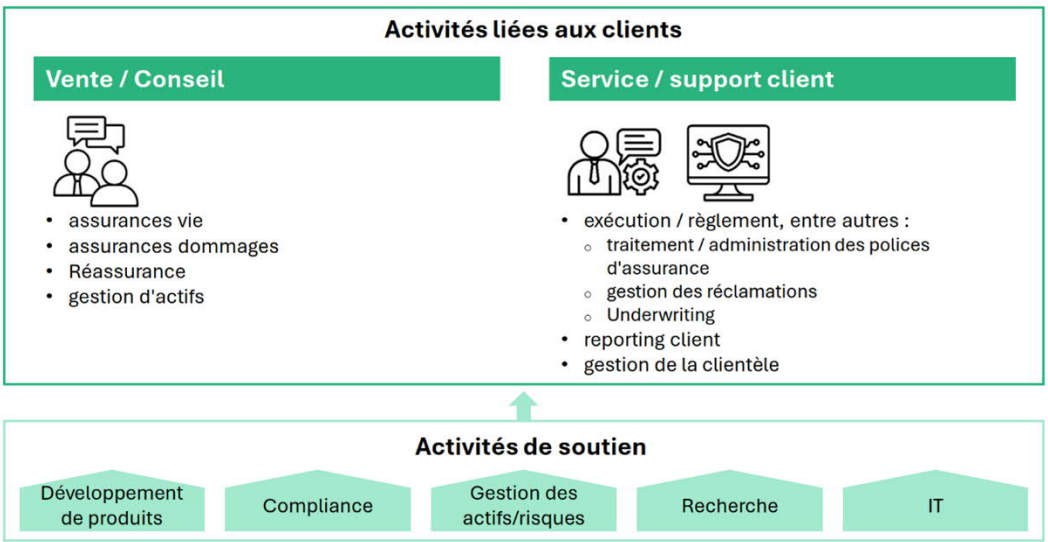
Exportations de services 2024
Sources : BAK Economics, BNS

Les assurances simplifient la gestion des risques

Quels sont les services fournis par les assurances ?
Les assurances couvrent les risques personnels et financiers des particuliers et des entreprises et perçoivent une prime en contrepartie. En cas de sinistre, l'assurance prend en charge la partie du dommage convenue dans le contrat, réduisant ainsi l'exposition au risque des particuliers et des entreprises. Les compagnies d'assurance-vie, tout comme les banques, proposent des solutions de prévoyance privée (piliers 3a et 3b). En outre, elles sont actives dans la prévoyance professionnelle aux côtés des caisses de pension et assurent également les risques de décès et d'invalidité. Les assurances dommages couvrent les risques dans le domaine des biens et de la responsabilité civile, ainsi que les accidents et les maladies. Les assurances peuvent à leur tour s'assurer auprès de réassureurs et réduire ainsi leur propre exposition aux risques.

Comment les prestations des assurances sont-elles élaborées ?
La chaîne de valeur des assurances peut être divisée en deux catégories d'activités: les activités liées aux clients et les activités de soutien. Pour les assurances, les processus d'exécution et de règlement comprennent notamment la souscription et la gestion des sinistres. La souscription consiste à examiner et à évaluer les risques et à fixer les primes d'assurance. La gestion des sinistres consiste à examiner et, le cas échéant, à régler une demande d'indemnisation. Les activités de soutien comprennent notamment des activités de recherche portant sur les clients, les marchés et les (nouveaux) risques, qui sont parfois pris en compte dans la souscription et le développement de produits.

Les assurances concluent parfois des contrats de réassurance pour les risques pris en charge, eux-même inclus dans les prestations préalables. Les assurances utilisent de plus les services bancaires pour les opérations de paiement ou la mobilisation de capitaux. Les effets indirects que les assurances déclenchent dans d'autres branches ne concernent que les prestations intermédiaires qui sont achetées en dehors du secteur financier. Il s'agit notamment des services de conseil et des services informatiques.

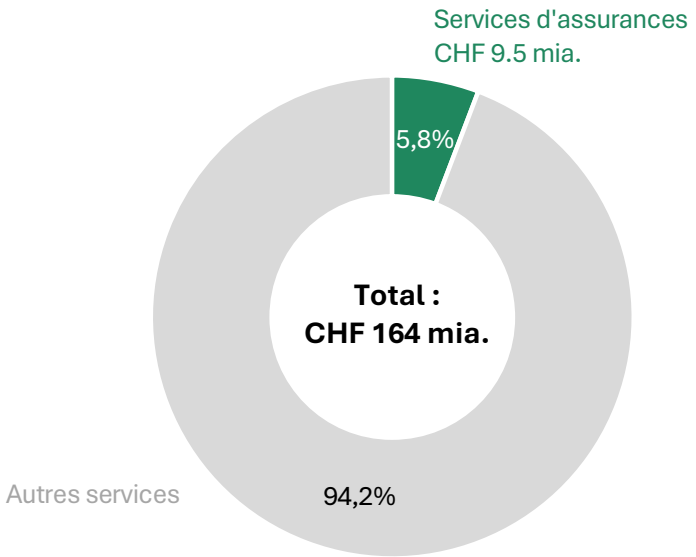


Chaîne de valeur des assurances
Source : BAK Economics

L'orientation mondiale des réassurances renforce la base exportatrice suisse

Comment mesure-t-on la performance économique du secteur de l'assurance ?
Les prestations d'assurance constituent l'élément central de la valeur brute de la production du secteur. Celles-ci résultent des recettes de primes, déduction faite des paiements pour les sinistres et de la variation des provisions techniques. Elles correspondent à la partie de la prime servant à couvrir les frais administratifs et à rémunérer le rendement du capital des compagnies d'assurance. En raison du décalage temporel entre le paiement des primes et les paiements en cas de sinistre, les assurances disposent d'importants capitaux. Ceux-ci sont placés de manière à générer des rendements de telle sorte que les assurances puissent honorer leurs obligations de paiement en cas de sinistre. Une partie du capital est investie dans l'immobilier. Les revenus locatifs[2] qui en résultent sont également ajoutés à la valeur brute de la production, tout comme les revenus du capital des fonds investis dans d'autres actifs. La valeur ajoutée brute est obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la valeur brute de la production.

Les exportations de services contribuent à la performance économique
Dans le domaine des assurances, les réassurances ont une orientation mondiale afin de pouvoir également assurer les risques de catastrophes telles que les tremblements de terre ou les ouragans grâce à une diversification mondiale des risques. Les assurances vie et dommages se concentrent en revanche principalement sur les activités directes en Suisse. Au total, en 2024, des prestations d'assurance d'un montant de CHF 9,5 milliards, soit 5,8 % du total des exportations de services, ont été fournies à l'étranger.



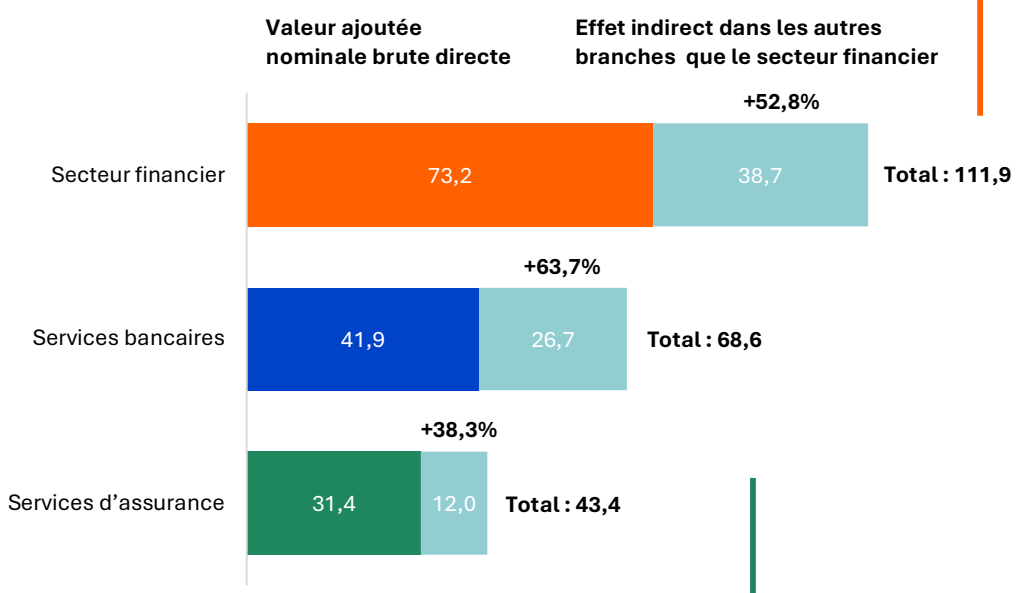
Exportations de services 2024
Sources : BAK Economics, BNS

[2]Dans les comptes nationaux, les revenus locatifs sont considérés comme la rémunération d'une prestation fournie et non comme un revenu du capital.

CHF 38,7 milliards de valeur ajoutée brute générée dans d'autres secteurs

En plus de la valeur ajoutée brute directement générée par la prestation de services financiers au sein du secteur financier, l'interdépendance économique entraîne également des effets de valeur ajoutée dans d'autres secteurs. Cela s'explique d'une part par la demande de prestations intermédiaires auprès d'entreprises extérieures au secteur financier, par exemple pour des services de conseil et informatiques. D'autre part, le commerce et l'artisanat nationaux bénéficient des dépenses de consommation des employés du secteur financier.

La demande intermédiaire et les dépenses de consommation des employés ont généré en 2024 une valeur ajoutée brute indirecte de CHF 38,7 milliards dans d'autres secteurs, portant l'effet total de la valeur ajoutée du secteur financier à CHF 111,9 milliards. Ce chiffre est 1,5 fois supérieur à la valeur ajoutée brute du secteur financier lui-même.

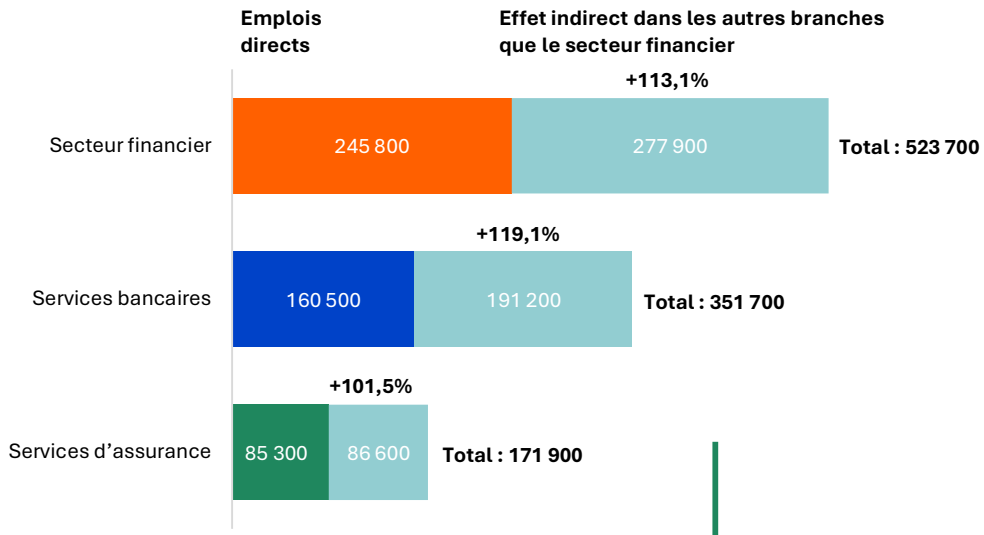


Valeur ajoutée brute nominale directe et indirecte du secteur financier en 2024
en CHF mia. D'éventuels écarts proviennent des arrondis.
Source : BAK Economics

Les entreprises du secteur financier se fournissent également des services les unes aux autres. Les banques souscrivent notamment des assurances crédit, responsabilité civile ou cyber auprès des compagnies d'assurance. Les compagnies d'assurance, quant à elles, traitent notamment les opérations de paiement ou la mobilisation de capitaux par l'intermédiaire des banques. Ces services fournis au sein du secteur financier ne sont pas pris en compte dans le calcul des effets indirects, car ils sont déjà inclus dans les effets directs. Dans le domaine des services d'assurance, les prestations intermédiaires sont davantage achetées au sein du secteur financier et moins dans d'autres branches. Leur multiplicateur est donc moins élevé que celui des services bancaires.

L'effet d'emploi induit par le secteur financier est plus de deux fois supérieur à son propre niveau d'emploi

Le secteur financier compte 245 800 emplois (ETP). La demande intermédiaire des services bancaires et d'assurance ainsi que les dépenses de consommation de leurs employés génèrent 277 900 emplois supplémentaires (ETP) dans d'autres secteurs. Au total, 523 700 emplois (ETP) sont donc directement ou indirectement liés aux activités économiques des services bancaires et d'assurance. Cela signifie que l'effet du secteur financier sur l'emploi est plus de deux fois supérieur au nombre d'emplois dans le secteur financier lui-même.



Emplois (ETP) directs et indirects dans le secteur financier en 2024
D'éventuels écarts proviennent des arrondis.
Source : BAK Economics

Comme pour la valeur ajoutée brute, l'effet multiplicateur des services d'assurance est moins important que celui des services bancaires en matière d'emplois. Il faut toutefois tenir compte du fait que les compagnies d'assurance achètent davantage de prestations intermédiaires auprès des banques que l'inverse, et que ces dernières sont déjà prises en compte dans les effets directs des services bancaires.

Les taux de consommations intermédiaires ont augmenté dans le secteur financier

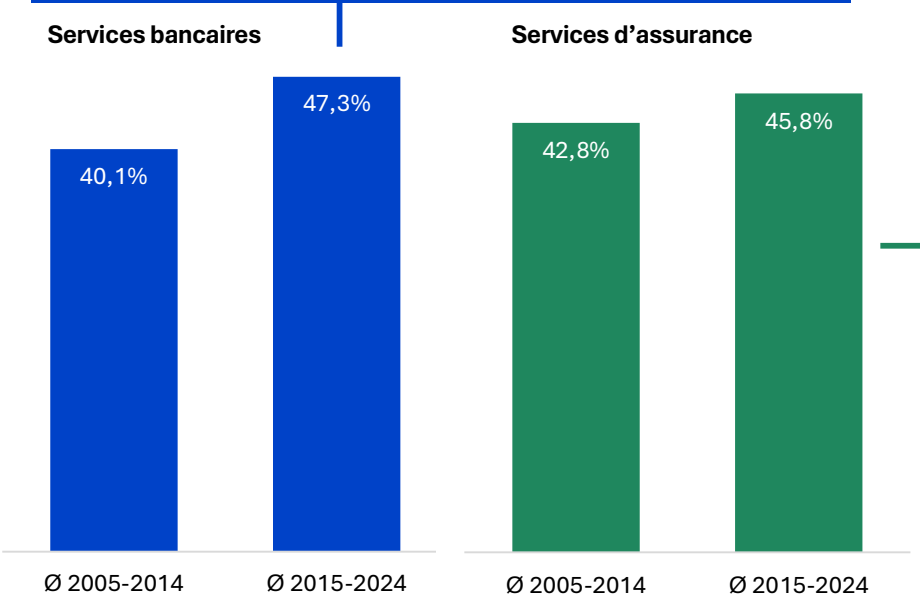
La révision des comptes nationaux a également une incidence sur les taux de consommations intermédiaires

La révision des comptes nationaux (cf. page 8) a également entraîné une modification des taux de consommations intermédiaires – c'est-à-dire la part des consommations intermédiaires dans la valeur brute de la production – dans le secteur financier. Cela concerne d'une part le niveau, qui est désormais plus élevé, et d'autre part l'évolution. Ainsi, le taux de consommations intermédiaires a augmenté pour les services bancaires et les services d'assurance au cours de la période considérée, l'augmentation étant plus marquée pour les services bancaires.

Les services bancaires présentent un taux de consommations intermédiaires plus élevé

Entre 2005 et 2014, le taux de consommations intermédiaires était encore plus élevé dans les services d'assurance que dans les services bancaires. Au cours de la période suivante, de 2015 à 2024, la tendance s'est inversée. Cette inversion s'explique notamment par la réglementation croissante et de plus en plus complexe (Bâle IV, MiFiD II) à laquelle les banques sont soumises. Pour se conformer aux exigences réglementaires, les banques font appel à des consultants spécialisés.

La réglementation des banques est globalement plus complexe que celle des assurances afin de garantir leur stabilité, car les banques sont exposées au risque de « panique bancaire », c'est-à-dire à un retrait soudain et massif des fonds des clients. Un autre aspect expliquant le taux de prestations préalables plus élevé est que les infrastructures informatiques des banques sont plus complexes, car elles doivent notamment assurer les opérations de paiement et le traitement des transactions sur titres. C'est pourquoi elles ont également davantage besoin de services informatiques.



Contrairement aux banques, les assurances effectuent des versements lorsque le sinistre survient. Néanmoins, les exigences en matière de solvabilité (test suisse de solvabilité SST) sont également élevées pour les assurances afin qu'elles puissent honorer leurs obligations de prestation. Si la réglementation est moins complexe pour les assurances que pour les banques, elle n'en a pas moins fortement augmenté au fil des ans.

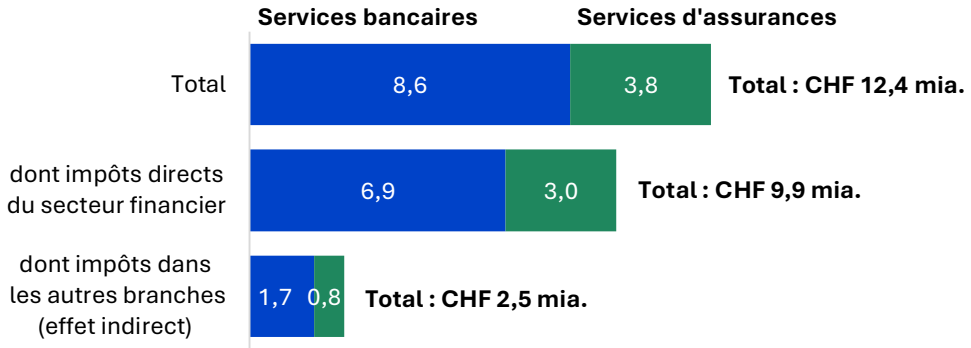
Consommation intermédiaire du secteur financier 2005-2024
Part des consommations intermédiaires dans la production annuelle brute en %.
Sources : BAK Economics, OFS

Le secteur financier contribue de manière substantielle aux recettes fiscales des pouvoirs publics

L'effet fiscal total du secteur financier se compose des impôts liés à ce secteur et aux marchés financiers. En 2024, cet effet était estimé à CHF 22,0 milliards, soit 13,0 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, estimées à CHF 169,4 milliards.

Impôts liés au secteur financier

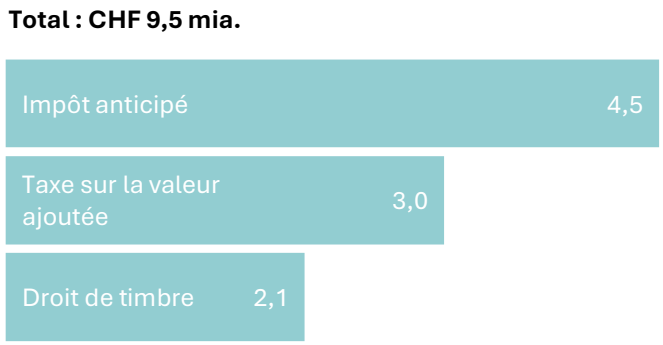
L'importance fiscale du secteur financier résulte d'une part du fait que les revenus et bénéfices liés aux effets de la valeur ajoutée sont soumis à l'imposition directe de la Confédération, des cantons et des communes. D'autre part, les bénéfices et revenus liés aux effets indirects sont également imposés dans d'autres secteurs. Cela a permis à la Confédération, aux cantons et aux communes de générer des recettes fiscales d'un montant de CHF 12,4 milliards en 2024.



Impôts liés au secteur financier 2024
en CHF mia.
Sources : BAK Economics, ASB, BNS, FINMA

Impôts liés aux marchés financiers

Le gouvernement fédéral prélève des impôts indirects sur les transactions effectuées sur les marchés financiers et sur l'achat de services financiers. En 2024, ces impôts s'élevaient à CHF 9,5 milliards.



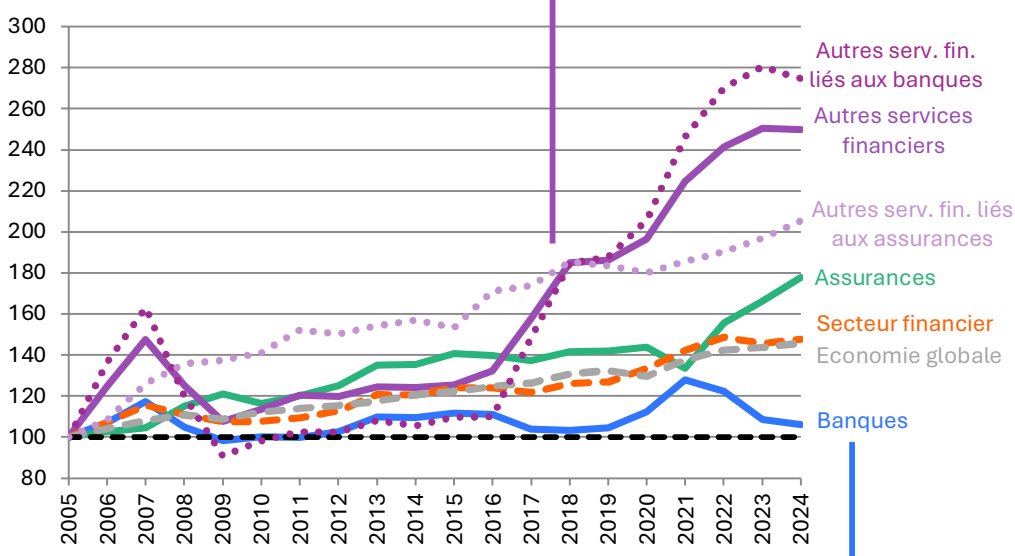
Impôts liés aux marchés financiers 2024
en CHF mia.
Sources : BAK Economics, AFC

Des dynamiques hétérogènes de création de valeur dans le secteur financier

Au cours des vingt dernières années, la performance économique du secteur financier a globalement suivi la moyenne de l'économie dans son ensemble. On observe toutefois de grandes disparités au sein même de ce secteur.

Dans le domaine des autres services financiers liés aux banques, la croissance de la performance économique est globalement plus forte que dans celui des autres services financiers liés aux assurances. Cela s'explique notamment par l'externalisation, en 2017, de services centraux des grandes banques vers des sociétés de services internes au groupe. Cette restructuration a été motivée par le principe « Too Big To Fail (TBTF) » afin de renforcer leur résilience opérationnelle. Ces sociétés de services internes au groupe constituent donc un élément central de la chaîne de valeur des grandes banques. Cependant, comme elles sont juridiquement indépendantes et ne disposent pas de licence bancaire, elles ne sont pas classées dans les statistiques parmi les banques, mais parmi les autres services financiers.

Après la crise de 2021 (due notamment à la pandémie de coronavirus et aux catastrophes naturelles), les années suivantes ont été marquées par une forte hausse de la performance économique. En 2024, les compagnies d'assurance ont notamment bénéficié d'une augmentation du volume des assurances, de bons résultats sur les marchés financiers et de l'absence de dommages importants dus aux intempéries, même si les dommages causés par les catastrophes naturelles restent élevés à l'échelle mondiale.

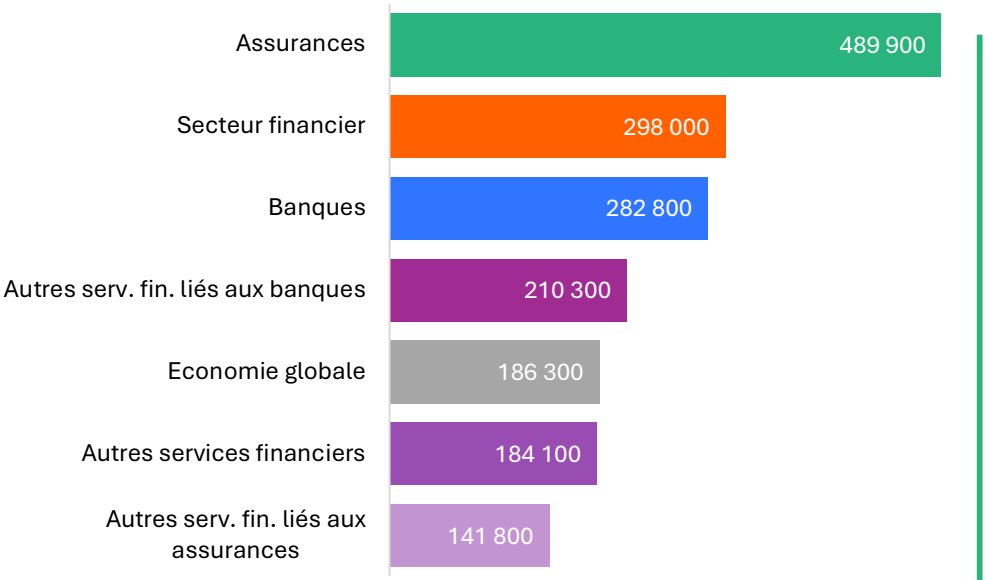


Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, 2005-2024
Indexée 2005 = 100
Sources : BAK Economics, OFS

Ces dernières années, la valeur ajoutée brute réelle des banques a globalement diminué. Si les banques cantonales, régionales et Raiffeisen orientées vers le marché intérieur ont enregistré une croissance continue de leur performance économique, le groupe bancaire « Banque centrale et autres intermédiaires financiers », qui comprend également les grandes banques dans les statistiques, a lui connu un fort recul. Celui-ci est notamment lié au rachat du Crédit Suisse par l'UBS.

Le secteur financier affiche une productivité supérieure à la moyenne

Le secteur financier affiche une productivité du travail supérieure à la moyenne. Dans ce secteur, chaque emploi (ETP) génère 1,6 fois plus de valeur ajoutée brute que la moyenne de l'économie dans son ensemble. Cette situation s'explique notamment par le fait que le secteur financier est très capitalistique et que sa valeur ajoutée brute dépend donc davantage de l'efficacité de l'utilisation du capital que de celle des employés, contrairement à l'économie dans son ensemble. On observe toutefois d'importantes différences de productivité au sein du secteur financier.

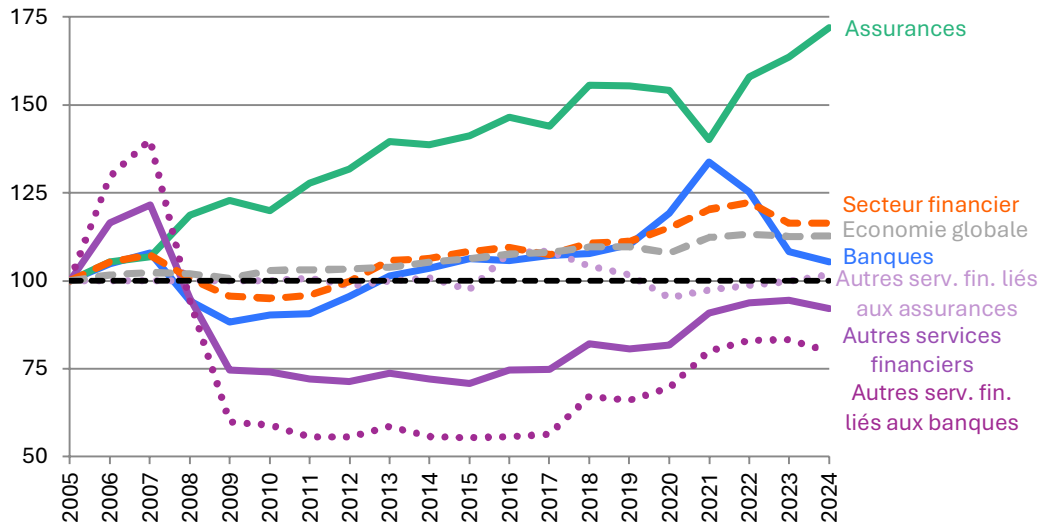


Productivité nominale par poste de travail 2024
en CHF par emploi (ETP)
Source : BAK Economics

Les réassurances, en particulier, ont une intensité capitalistique très élevée afin de pouvoir couvrir des risques importants et complexes tels que les catastrophes naturelles. C'est notamment pour cette raison que les assurances constituent le sous-secteur le plus productif du secteur financier. Le niveau de productivité le plus faible concerne les autres services financiers liés à l'assurance (notamment les courtiers d'assurance et les caisses de compensation). La productivité du travail dans les assurances est 3,5 fois supérieure à celle des autres services financiers liés à l'assurance. En revanche, l'écart de productivité entre les banques et les autres services financiers liés aux banques est moins marqué.

Les assurances affichent la plus forte croissance de productivité

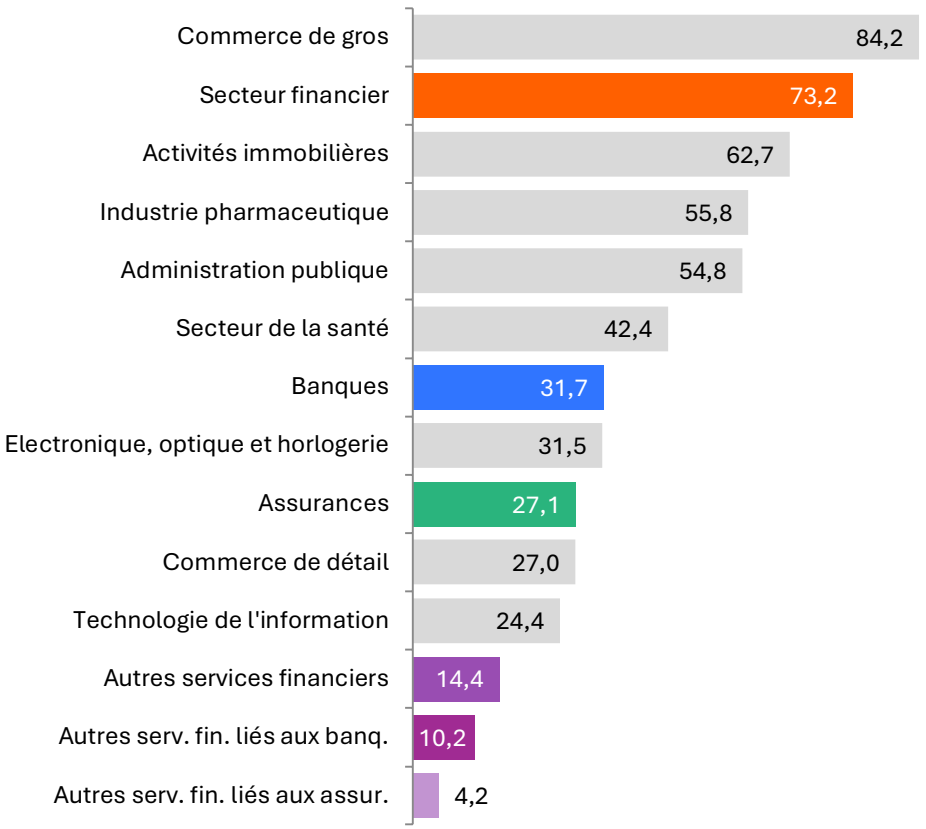
L'évolution de la productivité réelle du travail dans les banques et les assurances est principalement influencée par la variation de la valeur ajoutée brute réelle (cf. page 17) et dans une moindre mesure par la croissance de l'emploi. Elle reflète les gains ou les pertes de productivité. Les assurances affichent la plus forte croissance de la productivité au cours de la période considérée. Dans les autres services financiers, la volatilité de la valeur ajoutée, conjuguée à une forte croissance de l'emploi, a entrainé une baisse de la productivité. Celle-ci est imputable aux autres services financiers liés aux banques, tandis que la productivité des autres services financiers liés aux assurances est restée globalement stable.



Évolution de la productivité réelle par poste de travail, 2005-2024
Indexée 2005=100
Source : BAK Economics

Une contribution substantielle des banques et des assurances à la création de valeur ajoutée

Le secteur financier génère directement un franc sur onze de la valeur ajoutée. En 2024, ce sont les banques qui ont apporté la contribution la plus importante, avec CHF 31,7 milliards. Les assurances font également partie des dix plus grands secteurs de l'économie suisse et ont apporté une contribution substantielle à la valeur ajoutée en 2024, avec CHF 27,1 milliards. Le niveau de valeur ajoutée des banques est comparable à celui de l'industrie électronique, optique et horlogère. Celui des assurances est comparable à celui du commerce de détail.

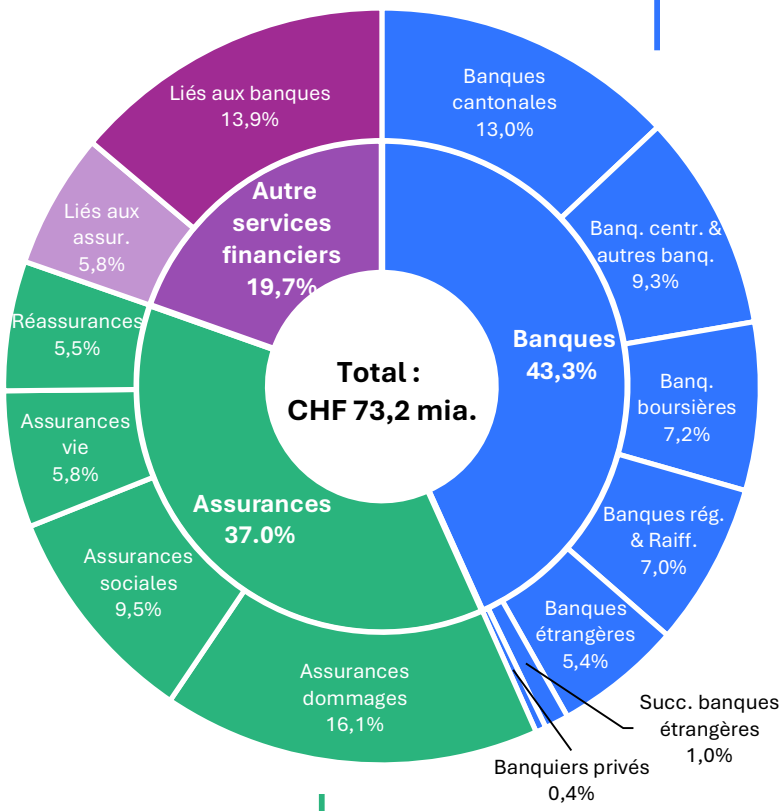


Le secteur financier – comparaison des branches par valeur ajoutée brute 2024
Valeur ajoutée brute nominale des dix plus grandes branches (NOGA-2) ainsi que du secteur financier et des autres services financiers en CHF mia.
Source : BAK Economics

Une structure équilibrée de la création de valeur dans le secteur financier

En 2024, les banques ont contribué à hauteur de 43,3 %, les assurances à hauteur de 37,0 % et les autres services financiers à hauteur de 19,7 % à la valeur ajoutée brute du secteur financier. Celui-ci présente ainsi une structure sectorielle globalement équilibrée, contribuant également à la stabilisation du développement économique.

Au sein du secteur bancaire, ce sont les banques cantonales qui ont le plus contribué à la puissance économique du secteur financier en 2024, avec 13,0 %. Elles sont suivies par le groupe bancaire « Banque centrale et autres banques », avec une part de 9,3 %. Cette part relativement élevée s'explique par le fait que les grandes banques sont classées dans cette catégorie.



Les assurances dommages constituent de loin la branche d'assurance la plus importante du secteur des assurances en termes de valeur ajoutée brute. Au sein du secteur financier dans son ensemble, les assurances dommages représentent également la contribution la plus importante à la valeur ajoutée parmi les branches d'assurance et les groupes bancaires considérés, avec une part de 16,1 %.

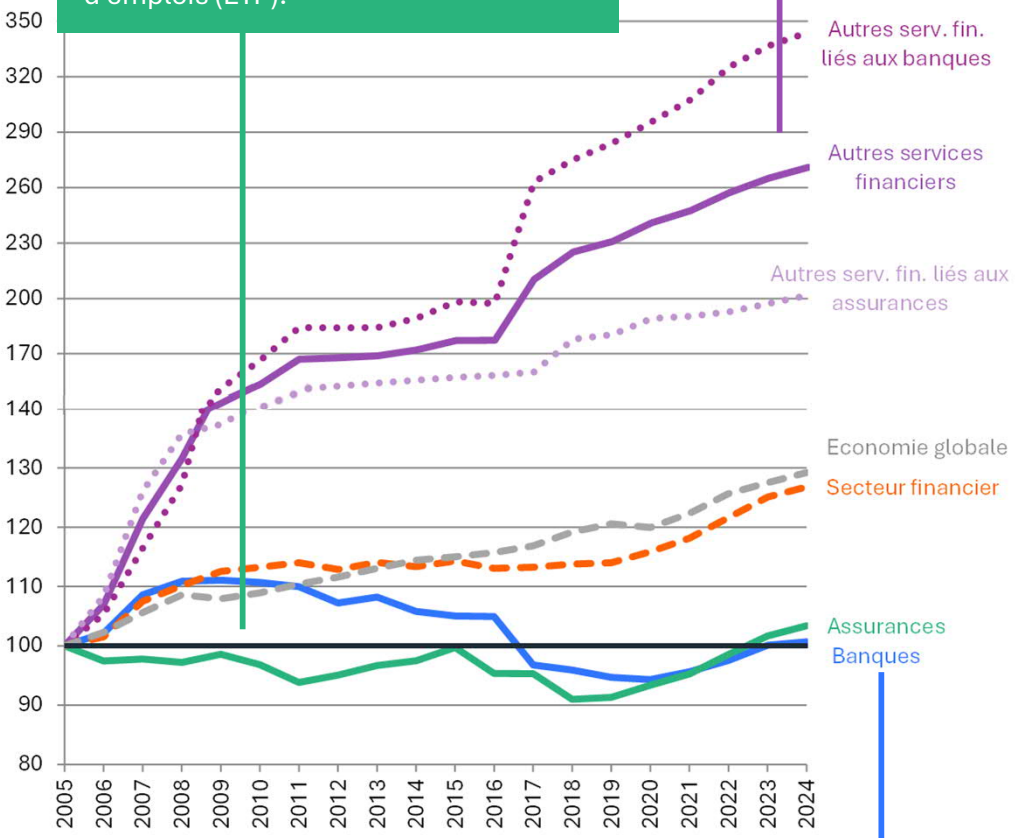
Structure des branches du secteur financier 2024
Parts des branches dans la valeur ajoutée brute nominale du secteur financier. D'éventuels écarts proviennent des arrondis.
Sources : BAK Economics, OFS

Une croissance légèrement inférieure à la moyenne dans le secteur financier

Le nombre d'emplois (ETP) dans le secteur financier, comme dans l'ensemble de l'économie, a globalement augmenté de manière modérée au cours des vingt dernières années. Au sein du secteur, l'évolution a toutefois été très contrastée.

Pour des raisons notamment financières, d'efficacité et réglementaires, des transferts d'emplois ont eu lieu entre les assurances et les autres services financiers dans les domaines du courtage et des services administratifs. Depuis 2019, les assurances affichent une augmentation continue du nombre d'emplois (ETP).

Outre les délocalisations au sein du secteur financier, le secteur des fonds a également contribué de manière significative à la forte croissance de l'emploi (ETP).

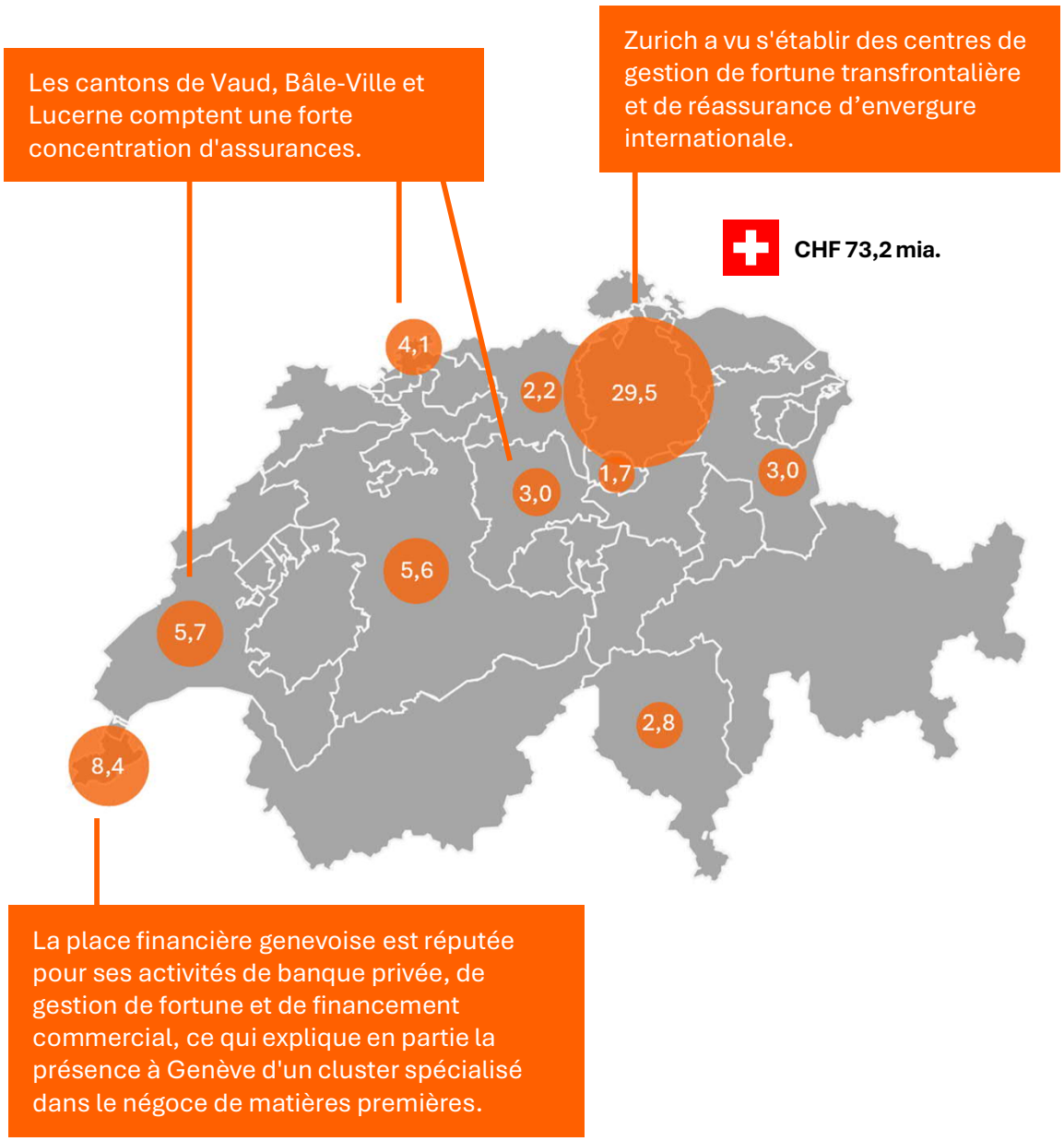


Evolution de l'emploi (EPT) 2005-2024
Indexée 2005 = 100
Source : BAK Economics

L'évolution de l'emploi dans les banques est marquée par des changements structurels et des transferts d'emplois vers les autres services financiers. C'est notamment pour cette raison que les autres services financiers liés aux banques ont enregistré la plus forte croissance de l'emploi. Récemment, les banques ont de nouveau connu une augmentation globale du nombre d'emplois (ETP).

La place financière de Zurich est le centre financier de la Suisse

En raison de sa fonction infrastructurelle, le secteur financier revêt une grande importance dans tous les cantons pour la fourniture de services financiers à l'économie et à la population. Des clusters se sont développés dans différentes régions, caractérisées par un regroupement de savoir-faire et d'offres de services spécifiques. Le canton de Zurich, en tant que plus grande place financière de Suisse, en fait notamment partie.

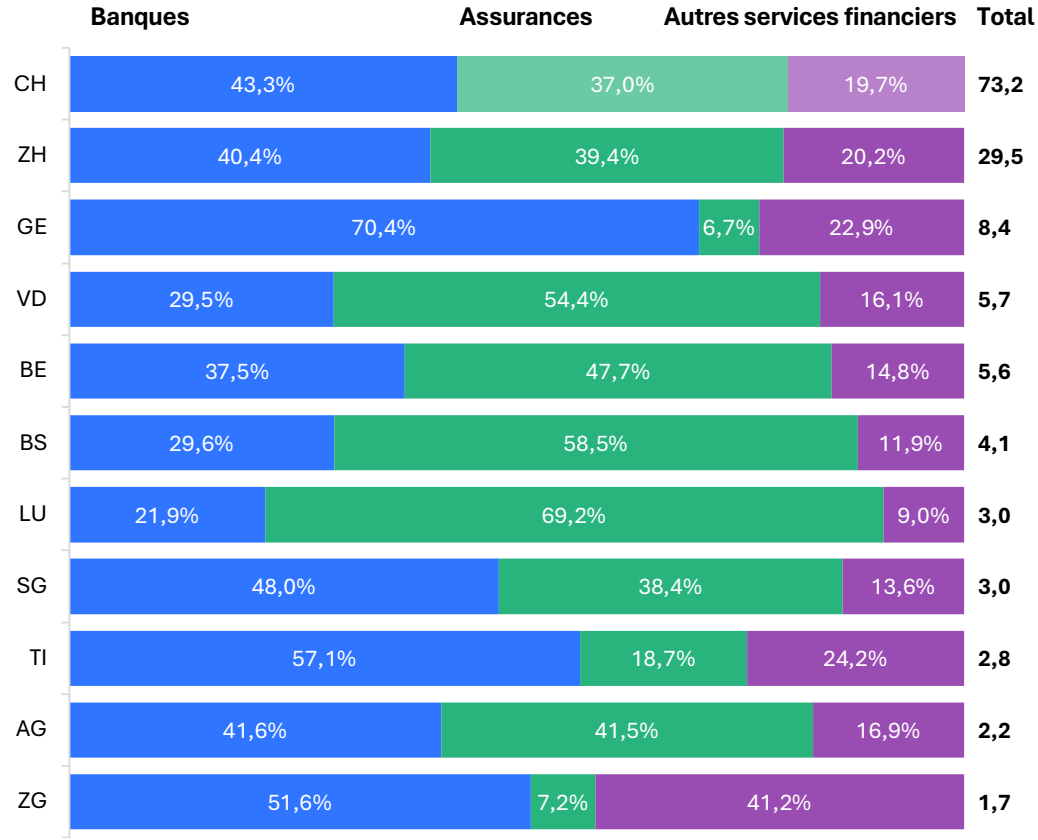


Structure régionale du secteur financier – valeur ajoutée brute 2024
Valeur ajoutée brute nominale des dix plus grandes places financières cantonales en CHF mia.
Source : BAK Economics

Des places financières cantonales avec différentes spécialisations sectorielles

Les places financières cantonales se distinguent tant par leur puissance économique que par leur profil sectoriel. Le canton de Zurich abrite à la fois un centre bancaire et un centre d'assurance d'envergure internationale. Les banques et les assurances contribuent ainsi à peu près à parts égales à la valeur ajoutée brute. C'est également le cas dans le canton d'Argovie.

Dans les cantons de Genève, du Tessin, de Zoug et de Saint-Gall, ce sont en revanche les banques qui prédominent. Les cantons de Lucerne, Bâle-Ville, Vaud et Berne se caractérisent quant à eux par une forte spécialisation dans le secteur des assurances. Dans le canton de Zoug, la part des autres services financiers est la plus importante en comparaison avec les autres cantons.



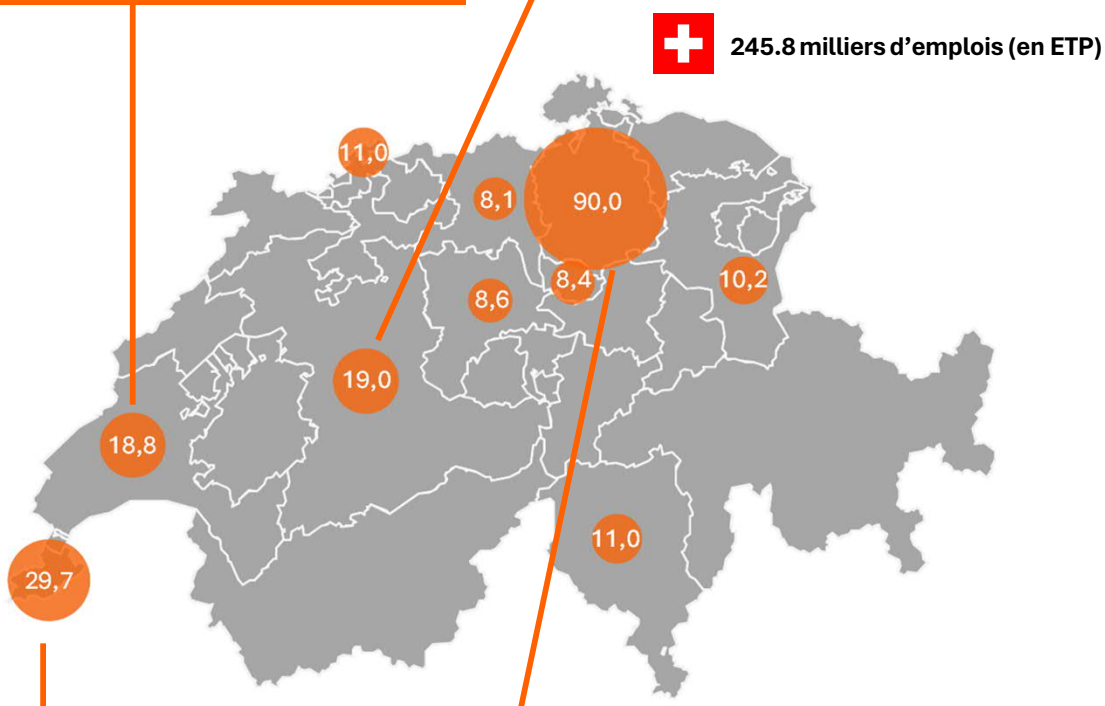
Structure de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison cantonale 2024
Part de la sous-branche dans la valeur ajoutée brute nominale des dix plus grandes places financières cantonales en %. D'éventuels écarts proviennent des arrondis. Valeur ajoutée brute nominale en CHF mia.
Source : BAK Economics

La place financière suisse est très concentrée sur le plan géographique

En termes d'emplois (ETP), la place financière zurichoise est également la plus importante de Suisse. Plus d'un tiers des emplois à temps plein du secteur financier suisse se trouvent dans le canton de Zurich. En raison de la productivité supérieure à la moyenne du secteur financier dans ce canton, notamment grâce aux centres de gestion de fortune transfrontalière et de réassurance qui y sont implantés, la part de la valeur ajoutée brute y est plus élevée. Zurich est suivie par les cantons de Genève, Berne et Vaud. Ces quatre cantons représentent environ les deux tiers des emplois (ETP) de la place financière suisse.

Le canton de Vaud joue un rôle important dans la place financière suisse, notamment grâce à son secteur des assurances très développé. Toutefois, ce secteur dans le canton de Vaud se concentre principalement sur le marché national et n'a pas la même orientation internationale que les places financières de Zurich et de Genève.

Dans le cas de Berne, cette importance s'explique principalement par la taille du canton et par la couverture complète des services financiers qui en résulte.



L'importance majeure de Zurich et de Genève est due à leur rôle de places financières internationales.

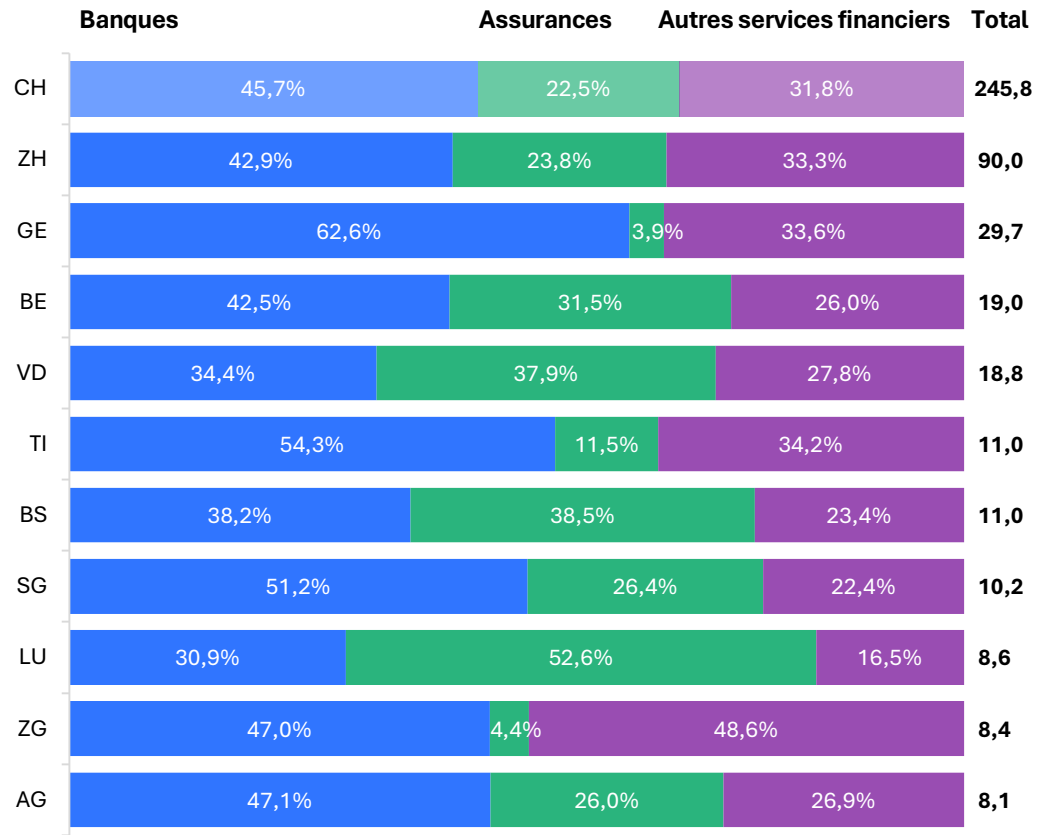
Structure régionale du secteur financier – Emplois 2024
Emplois dans les dix plus grandes places financières cantonales en milliers d'ETP.
Source : BAK Economics

L'importance des sous-secteurs évolue en matière d'emplois

Les assurances affichent la plus forte productivité du travail au sein du secteur financier. C'est la raison pour laquelle leur part dans l'emploi (ETP) est inférieure à celle dans la valeur ajoutée brute. L'inverse est vrai pour les autres services financiers.

Dans le canton de Lucerne, la majorité des emplois (ETP) sont attribuables aux assurances. Dans les cantons de Bâle-Ville et de Vaud, les assurances restent certes le sous-secteur le plus important en termes d'emplois (ETP), mais leur niveau est similaire à celui des banques.

Les banques sont le sous-secteur qui emploie le plus de personnes (ETP) dans les cantons de Zurich, Genève, Berne, Tessin, Saint-Gall et Argovie. Dans le canton de Zoug, les autres services financiers sont le principal employeur du secteur financier, notamment grâce au secteur des fonds.



Structure des emplois dans le secteur financier en comparaison cantonale 2024
Part des sous-secteurs dans les emplois (ETP) des dix plus grandes places financières cantonales en %. D'éventuels écarts proviennent des arrondis. Emplois en milliers d'ETP.
Source : BAK Economics

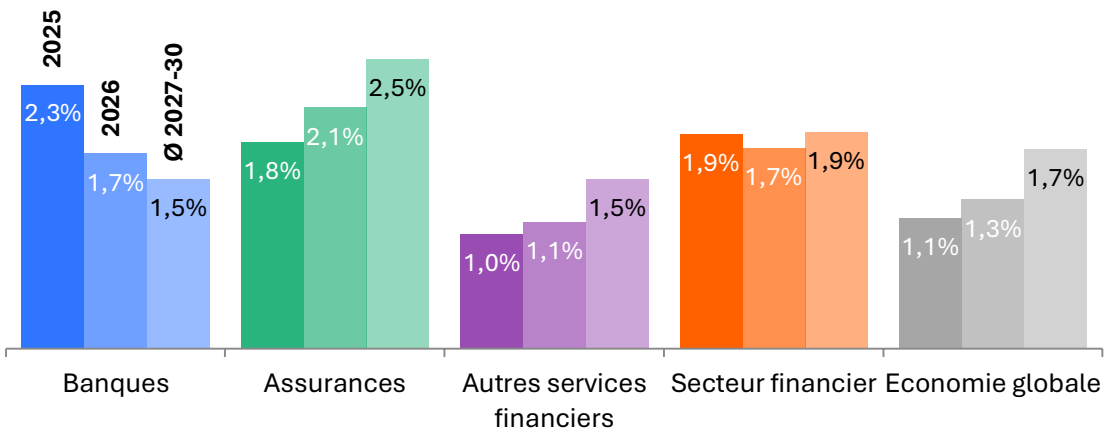
Une évolution plus dynamique de la valeur ajoutée prévue pour le secteur financier

Banques
Malgré la politique douanière de Trump et les incertitudes géopolitiques, l'année boursière 2025 s'est déroulée de manière positive, impulsant la croissance des activités de commission et de négoce des banques. On s'attend par ailleurs à des effets contraires aux baisses des années précédentes, notamment en raison du rachat du Crédit Suisse par l'UBS. La croissance devrait s'affaiblir au cours des années suivantes.

Assurances
L'année 2025 affiche une charge de sinistres supérieure à la moyenne, mais celle-ci reste à un niveau que le secteur des assurances peut facilement gérer. À moyen terme, on s'attend à une augmentation continue du volume des assurances en raison de la hausse des risques (notamment les catastrophes naturelles et les cyber risques) mais aussi de la croissance générale de l'économie et de la population.

Autres services financiers
La bonne année boursière de 2025 a également un effet positif sur le secteur important des fonds de placement. À moyen terme, celui-ci devrait bénéficier de la reprise conjoncturelle. La croissance soutenue attendue du volume des assurances stimulera également la croissance des courtiers en assurances.

Secteur financier & économie globale
Dans l'ensemble, on s'attend à ce que le secteur financier affiche une évolution plus dynamique de la valeur ajoutée que l'économie dans son ensemble, notamment grâce aux gains de productivité. La situation économique mondiale tendue et la politique douanière de Trump pèsent lourdement sur la plupart des secteurs exportateurs. Le secteur des services affiche en revanche une évolution globalement robuste. À moyen terme, on suppose que l'économie suisse, en particulier l'industrie, connaîtra à nouveau une évolution plus dynamique.



Prévisions des taux de croissance de la valeur ajoutée brute réelle
Source : BAK Economics

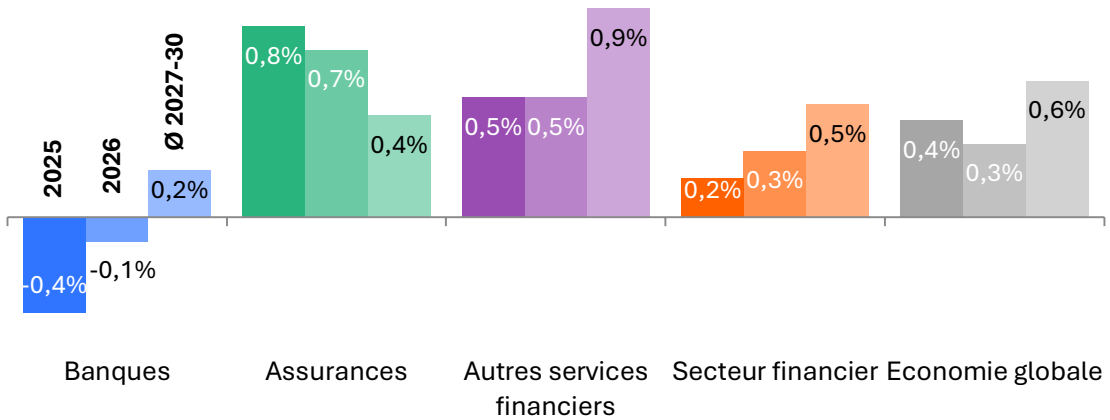
Une croissance de l’emploi légèrement inférieure à la moyenne attendue pour le secteur financier

Banques
Au début de la période de prévision, l'évolution de l'emploi dans les banques sera marquée par l'intégration du Crédit Suisse à l’UBS et par les suppressions d'emplois qui en découleront. À moyen terme, on s'attend à ce que le nombre net d'emplois créés (notamment dans les domaines de l'informatique et de la conformité) soit légèrement supérieur à celui des emplois supprimés (notamment dans le back-office).

Assurances
Dans le secteur des assurances, on prévoit à court terme une croissance robuste et supérieure à la moyenne des emplois (ETP), qui concernera différents domaines (notamment le conseil à la clientèle, la souscription, le développement de produits ou encore l'informatique). À moyen terme, on s'attend à une évolution plus modérée, mais toujours positive.

Autres services financiers
Dans le domaine des autres services financiers, la forte croissance de l'emploi enregistrée ces dernières années devrait se normaliser, notamment en raison de la fusion des grandes banques, mais rester supérieure à la moyenne.

Secteur financier & économie globale
Dans l'ensemble, une évolution légèrement inférieure à la moyenne du nombre d'emplois dans le secteur financier est prévue. Pour l'économie dans son ensemble, la faiblesse de l'industrie et la forte incertitude se traduisent par une hausse du taux de chômage et un ralentissement de la croissance de l'emploi.



Prévisions des taux de croissance de l’emploi (EPT)
Source : BAK Economics

BAK economic intelligence

Economic intelligence. Pour une société meilleure.
Compétences et solutions pour des décisions éclairées
en politique et en économie.